ISSN : 0244 - 0229

منبر العامل
التونسي الجزائري المغربي

O TRABALHADOR
unidad
lavoro
işçinin gücü
YU RADNIK

LA TRIBUNE

mensuel de la C.G.T. pour les travailleurs immigrés

JUIN-JUILLET 1984 - N° 122

Prix : 3 F

« Pas plus que les travailleurs français, les immigrés ne sont en rien responsables de la crise et du chômage ».



Pour en sortir c'est ensemble qu'il faut lutter

DOSSIER: • Positions de la C.G.T. sur les nouvelles mesures gouvernementales

La voix des entreprises et des localités

Luttes

• *TEXTI-SERVICE*

En application de la loi sur la négociation annuelle obligatoire, les salariés obtiennent une augmentation de 12,5 % du salaire minimal. D'ici la fin de l'année, il sera porté à 4.800 F, soit en progression de 2,5 %. Les salaires horaires sont augmentés de 14 % pour les manutentionnaires, de 9,7 % pour les laveurs, les tarifs aux pièces de 7 à 25 %, les qualifications sont revalorisées.

• *SOCIÉTÉ SURBECO CONSTRUCTION*

Actions CGT contre la liquidation de l'entreprise de Paris, le siège est occupé. La direction veut envoyer le personnel dans l'usine des Muraux, mais avec modification du contrat de travail et 58 licenciements. La fédération CGT de la Construction a organisé une action commune de deux entreprises comptant 380 salariés.

(Dans le cadre de cette lutte, le **syndicat CGT vient d'enregistrer 33 nouvelles adhésions**).

• *ADHÉSIONS A LA C.G.T.*

Dans le Bas-Rhin à Strasbourg
ROTH-BOIS
(entreprise de négoce en bois)

Après une demi-journée de grève, 5 % d'augmentation de salaire au 1er juin qui viennent de se rajouter aux 2 % obtenus en février. Au cours de cette grève, **11 adhésions ont été réalisées dont 9 Turcs et 3 Maghrébins.**

• *ENTREPRISE CUIREP*

18 adhésions ont été réalisées sur le problème de la pression et répression de la part de la direction.

• *CHEZ SCHNEIDER*

160 syndiqués dont 120 Turcs viennent d'obtenir une prime de vacances de 900 F plus la possibilité de prendre cinq semaines de congés payés d'affilée.

Vu l'importance du dossier traité, le prochain n° rendra compte plus abondamment des luttes en cours.

EL DOMINGO 20 DE MAYO 1984 (en Lafourguette) TOULOUSE

La asociación IBERIA-CULTURA de Toulouse, ha organizado un ACTO RECREATIVO, con une magnífica comida y su PAELLA de la PRIMAVERA POR LA PAZ: principal objetivo, SALIDA DE ESPANA DE LA O.T.A.N. por la recogida de las 500 mil firmas.

Con la presencia de 350 espanoles, recogimos 250 firmas comprendido la mayoría de los presentes, ya habían firmado en las listas distribuidas a éste efecto.

Es digno de senalar el ambiante cordial entre los participantes à la organización de preparación de una SALA inmensa, en un comedor-cocina-bar-servicio,etc.

Que decir de la familia ESCRIVA, que se desplaza con su equipo de PAELLERAS con el sóló afán de major servir cada vez que se les llama, ! hay que ver que paellas... !

Tenemos como mención espacial el equipo SONO BELVER, los guitarristas MANOLO RODRIGUEZ, JUAN ANDRES GOMEZ, los bailarines flamencos JAVIER, CORINA, JIMENEZ así que los espñtaneos de la asistencia, en chistes, poesías, canto « jondo » creando una admósfera y un ambiente de fiesta andaluza.

Un miembro de IBERIA CULTURA Francisco RODRIGUEZ, tomó el micro para agradecer a los asistentes, sobre todo a la cooperación tanto de los artistas ya citados, como de los organizadores de la Sala, que en un tiempo record, de una Sala vacía se transformó, en un comedor popular par 300 cubiertos servidos a medida que las PAELLAS se retiraban del fuego.

Vaya por el ejemplo a seguir, participando en la Asociación para mejor defender nuestros derechos y nuestras reivindicaciones.

A éste respecto otro miembro de la Asociacion Sr GANDIA representante de F.A.E.E.F. (Federación de Asociaciones de Espanoles Emigrantes en Francia) en Midi-Pirineos, desarrolló la misión de todas las Asociaciones, tanto en la emigración, como en nuestro País, de ser espanoles a parte entera, ciudadanos normales, contra el racismo, que se manifiesta de diferentes formas, defender nuestra personalidad, nuestros derechos, tanto en nuestro País como en el de acogida.

También un camarada francés MIRANDA, responsable del COLECTIVO de la EMIGRACION (C.G.T.) recordo los lazos que nos unen a todos los trabajadores en el conjunto de la emigración.

No es fácil expresar por escrito la armonía, le fraternidad, el entusiasmo que produjo éste ACTO que a petición de la asistencia ruegan se hagan con mas frecuencia pues és un estmúlo de compenetración de comprensión y de divertimiento accesible a todos económicamente con sinceridad y agrado.

Los responsables de éste Acto prometen tener en cuenta, éstas manifestaciones de simpatía, haciendo en lo sucesivo un conjunto de actividades culturales, recreativas, de información y apoyo, teniendónos al día de los diversos problemas que hoy nos preocupan con esos cambios en el I.E.E. reduciendo de hecho el presupuesto ya acordado, pero que nos hemos recibido hasta hoy.

Hasta pronto,

EL CORRESPONSAL.



LA LUTTE DES « CITROËN »...

Elle concerne tous les travailleurs

Lors du meeting unitaire (C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N.), organisé devant les portes de Citroën-Aulnay, le 16 mai 1984, Joël Biard, secrétaire général de l'Union Départementale C.G.T. de la Seine-Saint-Denis déclarait :

« Ce n'est pas simplement une affaire des travailleurs de Citroën, une lutte d'O.S. immigrés. Non il s'agit et c'est cela que l'on veut cacher à l'opinion publique : de l'avenir de l'industrie automobile, de l'emploi industriel de cette région Ile-de-France.

Au moment où tant d'efforts sont déployés pour désigner le travailleur immigré comme le responsable de tous les maux y compris celui de la crise, il est bon de citer à nouveau les travailleurs de Citroën luttant avec la C.G.T. pour d'autres motifs que leurs propres intérêts.

Ceux que la presse présentait encore hier comme des agités, irréfléchis, faisaient **la démonstration dans le calme et la dignité qu'ils étaient responsables** et savaient occuper une immense usine sans rien détériorer, au contraire... en protégeant leur outil de travail.

Il était significatif ce geste d'ouvrir les portes de leur usine pour qu'une délégation de la C.G.T. conduite par Louis Vianey visite leur usine et constate le bien-fondé de leurs revendications. Geste qui sera repris quelques semaines plus tard par les sidérurgistes de Lorraine **« Voyez ce que l'on peut faire dans une telle usine ».**

« Ceux que la droite voulait renvoyer chez eux parce qu'incapables de formation.

« Ceux qu'il fallait sacrifier pour laisser la place et du même coup assainir le marché de l'emploi et moderniser.

« Ceux pour qui on présente des solutions sociales miraculeuses à condition qu'ils s'en aillent.

« Ceux que la droite et parfois avec la complicité d'une grande partie des médias présente comme « résponsables » : représentent les intérêts de l'ensemble des travailleurs. Le débat instauré avec les I.T.C à cette occasion en est une preuve.

Ils proclament : il n'y a pas de surreffectifs... Certes, il faut négocier mais il ne peut y avoir de négociations sociales sérieuses sans l'examen des questions économiques.

Sur 91.000 véhicules P.S.A. fabriqués en Espagne, seulement 34.000 sont vendus dans ce pays. Il faut fabriquer et monter la différence en France.

« Il faut savoir, rappelait Joël Biard que 10.600 clients Peugeot en 83 ont été remboursés de leur agios pour non livraison en temps voulu de la 205. »

« Il faut savoir qu'à Aulnay, 9 salariés assemblent une voiture par jour alors qu'il en faut 18 à Vigo en Espagne. »

La compétitivité et le savoir-faire en France ne sont pas en cause, ils n'ont rien à voir avec les choix du patronat de ne plus fabriquer ici.

Non, décidément, **la lutte des travailleurs d'Aulnay n'est pas une lutte catégorielle,** elle rencontre toute la classe ouvrière se débattant contre la casse et le désinvestissement.

La solution à la crise n'est pas plus dans le départ des immigrés que dans l'austérité infligée aux salariés.

Au moment où les syndicats fêtent le 100e anniversaire de leur naissance — au moment où la C.G.T. se souvient de la lutte menée il y a 40 ans pour la libération, les Citroën sont les dignes successeurs des Manouchian, Youkana et autres Garcia qui, toujours, font partie de la classe ouvrière.

Les luttes aujourd'hui reprennent bien les thèmes abordés par les Citroën :

- 35 heures sans perte de salaire,
- développement de la formation,
- amélioration des conditions de vie et de travail,
- prise en compte des intérêts personnels pour ceux qui désirent rentrer dans leur pays.

La mise en place d'un nouvel ordre économique commence à partir de la satisfaction de ces revendications concrètes, ces revendications reposent sur le respect de l'homme tant au travail que dans son environnement culturel... Elles impliquent d'autres relations que celles de dominant à dominé.

Jean BELLANGER.

DOSSIER

• AIDE A LA RÉINSERTION VOLONTAIRE

• GERİ DÖNÜŞ YARDIMI

موقفنا من قرارات اعانات العودة الاختيارية

• AJUDA AO REGRESSO VOLUNTÁRO

Depuis de nombreux mois une campagne se développe sur le thème du renvoi des travailleurs immigrés comme solution à la montée du chômage. Comme la C.G.T. l'a montré à différentes reprises, loin d'apporter une solution à ce douloureux problème, le renvoi massif des travailleurs immigrés ne ferait au contraire qu'aggraver la situation.

Devant cette situation le 19 mars la C.G.T. dans une déclaration rappelant sa position sur le retour des immigrés et précisait :

« En ce qui concerne les possibilités de retour des travailleurs immigrés dans leur pays, la C.G.T. s'est prononcée clairement en son temps pour que cela procède d'un réel libre choix :

- **de rester en France et d'y occuper un emploi, à égalité de droits et de devoirs avec les travailleurs français...**
- **de retourner dans leur pays, sans aucune contrainte, avec une formation professionnelle qualifiée et correspondant aux besoins de leur pays, avec la garantie du maintien de la totalité de leurs droits sociaux acquis ou en cours d'acquisition.**

Toute autre solution lèserait gravement les droits des travailleurs immigrés et de leur famille, et serait dangereuse pour l'ensemble des travailleurs qu'ils soient français ou immigrés ».

Le 21 mars le gouvernement adoptait une ordonnance instituant une « aide au retour volontaire » et le 27 avril un décret précisant les modalités de cette aide.

Il n'était pas possible de publier l'ensemble de ces textes dans « La Tribune », nous avons choisi de vous présenter l'ensemble des positions gouvernementales et des positions de la C.G.T. et traduire l'ensemble en langue maternelle Turc, Portugais et Arabe, parallèlement le Secteur Immigration a publié, en collaboration avec le secteur Emploi-Formation un Courrier Confédéral Spécial regroupant l'ensemble des textes officiels et des positions de la C.G.T. vous pouvez vous le procurez auprès du Secteur Confédéral Main-d'Œuvre Immigrée à Montreuil.

Dispositif adopté par le gouvernement français pour faciliter la réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine

Les aides susceptibles d'être attribuées se composent de plusieurs volets :

I. L'AIDE PUBLIQUE A LA RÉINSERTION

Il s'agit de l'aide que verse l'État français.
L'Office National d'Immigration assure la gestion des différentes opérations liées à son attribution :

- acceptation préalable des demandes de réinsertion qui lui sont soumises ;
- versement du montant de l'aide publique à la réinsertion.

Elle comprend :

Nature	Modalités d'attribution et montant	Versement
Une allocation destinée à couvrir tout ou partie des dépenses engagées par le bénéficiaire pour sa réinsertion.	20.000 F **maximum** par bénéficiaire, en fonction de la nature du projet présenté.	Une fois de retour dans **le pays d'origine** en monnaie locale, **sauf** pour la partie de l'aide servant à l'achat de matériel ou au frais de formation en France, dont le versement **EN FRANCE** avant le départ peut être autorisé par le directeur de l'O.N.I. sur pièces justificatives.
Une contribution aux frais de déménagement du bénéficiaire et, le cas échéant, de ceux de sa famille	**EUROPE - TURQUIE : maximum 6.700 F** (2.500 F pour le bénéficiaire + 1.000 F pour le conjoint + 800 F par enfant mineur). **AUTRES PAYS : maximum 10.000 F** (4.000 F pour le bénéficiaire + 2.000 F pour le conjoint + 1.000 F par enfant mineur.	EN FRANCE avant le départ.
La prise en charge de frais de voyage-retour du bénéficiaire et, le cas échéant, de ceux de sa famille.	**TRANSPORT PAR VOIE AÉRIENNE sur lignes régulières : bons de transport** à échanger pour un billet non cessible et non remboursable délivré pour le bénéficiaire, le conjoint et ses enfants mineurs, calculé sur la base du tarif le moins élevé entre l'aéroport le plus proche de son domicile en France et l'aéroport le plus proche de son lieu de destination au pays d'origine. **AUTRES MOYENS de transport : allocation forfaitaire** calculée sur les mêmes bases (tarif aérien) pour le bénéficiaire et son conjoint uniquement.	EN FRANCE avant le départ.

Elle **est coordonnée** avec les aides de l'UNEDIC et de l'employeur, qui s'ajoutent.

II. LE VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS DES ALLOCATIONS CHÔMAGE DE L'UNEDIC

Cette aide correspond à 66 % des droits non épuisés aux indemnités auxquelles le bénéficiaire aurait pu prétendre s'il était resté en France, calculées à partir du jour de son départ.

III. LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE

En plus, des indemnités conformes au droit social que l'entreprise doit verser aux travailleurs involontairement privés d'emploi.

Les travailleurs pourront bénéficier d'une aide financière de leur employeur, dont le montant et les modalités d'attribution sont fixés dans la convention conclue avec l'O.N.I.

D'AUTRES FACILITÉS, TELS DES AVANTAGES FISCAUX ET DOUANIERS PEUVENT ÊTRE ACCORDÉES.

Notamment pour l'importation de véhicules ou de matériel d'équipement. Ces dispositions sont spécifiques à chaque pays d'origine.

Source : Bulletin ONI du 21 mai 1984.

Les positions de principe défendues par la C.G.T.

En matière d'immigration l'action engagée par le gouvernement, depuis mai 1981, a fait disparaître les séquelles les plus inhumaines de la politique « anti-immigrés » pratiquée par la droite.

Ce furent l'opération régularisation des sans papiers, l'annulation de dispositions législatives ou réglementaires contraires au respect des droits et de la dignité des immigrés, le droit d'association, de voter, d'être éligible aux élections de la Sécurité Sociale.

Au printemps 1984, deux nouveaux volets sont venus compléter les dispositions précédentes :

— l'un tendant à une **meilleure insertion de la collectivité immigrée en France :**
- par l'instauration **d'une carte de séjour,** valable dix ans et automatiquement renouvelable ;

— par la réduction à six mois du délai d'acquisition de la nationalité française pour les conjoints de nationaux français, etc. ;

— l'autre relatif à la **réinsertion volontaire dans leur pays d'origine** de certains travailleurs immigrés privés de leur emploi avec :
- l'aide publique à la réinsertion,
- la capitalisation partielle des droits à l'assurance chômage,
- l'aide de la dernière entreprise dans le cadre de conventions particulières avec l'État et l'ONI.

La C.G.T., organisation syndicale responsable, en matière d'immigration, comme pour tous les aspects de la politique gouvernementale, souligne ce qui est positif et montre les insuffisances, refuse ce qui n'est pas conforme aux intérêts des travailleurs.

Concernant « le retour des immigrés », **les positions de la C.G.T. sont claires, précises. Elles reposent, comme toute son action sur des principes de classe.** Ce n'est pas une nouveauté, il suffit de se référer à ses congrès et plus particulièrement à « La Charte revendicative pour une politique de l'immigration conforme aux intérêts des travailleurs immigrés et français » (cf. LE PEUPLE N° 1099 - 15 janvier 1982).

« Les travailleurs immigrés sont **partie intégrante de la classe ouvrière française.** C'est là une réalité économique structurelle incontestable. Les immigrés se sont insérés dans la réalité de la vie syndicale, donc dans le mouvement des forces sociales du pays. Ils ont contribué à faire de la France un pays industriel avancé. Présents dans les grands moments de l'histoire, ils ont participé au combat pour les changements avant mai 1981 et luttent aujourd'hui avec les travailleurs français pour l'évolution démocratique, économique et sociale de demain », rappelait **Joannès Galland,** secrétaire de la C.G.T., le 21 mars 1984 et d'ajouter :

« Ils ont donc acquis le droit au respect de leur personne et de leur identité, de leur personnalité et dignité. Ils doivent aussi bénéficier des mêmes droits sociaux et économiques que les travailleurs français, il leur revient d'exercer leur responsabilité à égalité de droits et de devoirs ».

Le retour des immigrés

Tandis que la droite mène une campagne sur le thème raciste « Les Français d'abord », autre version de « La France aux Français » (le racisme n'est pas une opinion politique, mais un délit). La tendance du patronat et de la droite politique est de concevoir le « retour des immigrés » comme une solution à l'emploi à partir d'une notion de soi-disant sureffectifs.

La C.G.T. a déjà dénoncé toute tentative de rendre les travailleurs immigrés responsables du chômage, des difficultés ou des mutations économiques actuelles, de les désigner comme responsables de tout, capables de rien et justifiables d'aucun droit.

S'engager dans la voix étroite du « retour des immigrés chez eux » ne peut en rien constituer une politique économique et sociale capable de résoudre la crise. S'il y a des réponses nouvelles à trouver, elles doivent garantir les droits de tous les travailleurs sans aucune discrimination.

illusoire et dangereuse

Le rapport du Bureau confédéral présenté au C.C.N. des 15 et 16 mai 1984 par Jeanine MAREST, indiquait : « Le retour des immigrés chez eux, présenté comme une solution à l'emploi est illusoire et dangereuse, et dans tous les cas ne peut se faire qu'avec leur accord ».

ILLUSOIRE, car le renvoi d'un million d'immigrés en R.F.A. n'a pas fait baisser le taux de chômage pour autant.

DANGEREUSE, car les immigrés, pas plus que les autres travailleurs ne sont en rien responsables de la crise et du chômage. Cette campagne qui se développe fait appel aux pires instincts racistes ».

La C.G.T. a refusé de signer, contrairement à tous les syndicats, la convention UNEDIC du 14 mai 1984 proposée par le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E.

Cette convention prévoyait à l'origine, sur la base de l'ordonnance gouvernementale, la capitalisation partielle des droits à l'assurance chômage des immigrés involontairement privés d'emploi. C'est-à-dire victimes des licenciements économiques.

Son application a été étendue aux « travailleurs démissionnaires» dans le cadre d'une convention entre les organisations patronales ou l'entreprise, l'État et l'ONI.

On imagine aisément comment les patrons vont essayer d'utiliser ce moyen considérable de pression pour « inciter » aux démissions, opposer les travailleurs les uns aux autres, et ainsi poursuivre la réduction des postes de travail, sans avoir recours aux procédures légales et contractuelles de licenciements, de consultation avec les représentants syndicaux du personnel.

De plus, le texte conventionnel est insuffisant et discriminatoire. Il ne couvre pas la totalité des droits acquis en France par le travail et les cotisations. **Il est en contradiction avec la notion du libre choix des intéressés qui, pour la C.G.T., est fondamental.**

La C.G.T. n'a donc pas voulu cautionner un texte qu'elle considère comme mauvais et dangereux.

Pour une véritable réinsertion

La C.G.T. estime que les travailleurs immigrés doivent avoir **le libre choix** de demeurer en France et d'y exercer un emploi à égalité de droits avec les travailleurs français ou de pouvoir se réinsérer volontairement dans leur pays d'origine avec toutes les garanties, que cela comporte pour eux et leur famille.

La charte revendicative de la C.G.T. précise l'ensemble des conditions dans lesquelles celui-ci doit s'effectuer, et qui doit prendre en compte certains aspects d'un **nouvel ordre économique et social.**

Le problème posé aujourd'hui n'est pas celui de savoir combien il y aura d'immigrés dans dix ans, mais combien il y aura de chômeurs en France. Le travail des immigrés, leur expérience, leur savoir-faire sont tout aussi utiles et nécessaires que ceux des travailleurs français pour aboutir à une politique de création d'emploi.

Ensemble !

C'est ensemble que les travailleurs français et immigrés, unis par la même communauté d'intérêts doivent lutter, contre le chômage, pour les salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi et la réduction du temps de travail à 35 heures sans perte de salaire, la formation professionnelle. C'est la solution. C'est ensemble qu'ils gagneront !

OBSERVATIONS ET REMARQUES DE LA C.G.T.

Au-delà de l'exposé des positions de principe défendues par la C.G.T., elle souligne un certain nombre de questions permettant une défense sérieuse et ponctuelle des droits et intérêts des travailleurs immigrés souhaitant pouvoir se réinsérer dans leur pays d'origine.

Le Secrétariat National de la Main-d'OEuvre Immigrée de la C.G.T., reçu le 19 juin 1984 par Madame le Secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la Population et des Travailleurs Immigrés, a présenté et commenté les observations et remarques suivantes :

1 Pourquoi, alors que l'ordonnance 24-198 du 21 mars 1984 et le décret 24310 du 27 avril 1984 prévoyaient expressément la réinsertion volontaire dans leur pays d'origine pour les travailleurs immigrés licenciés, le champ d'application a-t-il été étendu, par le biais de la convention UNEDIC du 21 mai 1984, aux travailleurs immigrés **« démissionnaires »** dans le cadre d'une convention entre l'employeur et l'Etat ?

2 Quel est le montant prévisionnel du financement de l'Etat et sur quel budget ?

3 Combien de travailleurs involontairement privés d'emploi et de membres des familles, souhaitant une réinsertion dans leur pays d'origine pourraient bénéficier des différentes formes d'aide ?

4 Quel type de réinsertion est-il possible, répondant à la fois aux aspirations des travailleurs involontairement privés d'emploi et aux besoins du pays d'origine et de la coopération ?

L'Etat (ONI) passera des conventions-réinsertion avec les employeurs ou les organisations patronales ?

Quels en seront la nature, le contenu, les conditions d'application, la possibilité d'intervention préalable des organisations syndicales des travailleurs ?

5 Quels sont les pays d'origine concernés, avec lesquels le gouvernement français a engagé des négociations ?

a) quelle convention a été proposée ?

S'agit-il de reconversions individuelles, artisanales ou commerciales, selon les pays d'origine ?

b) Quels sont les pays qui ont donné leur acceptation ?

6 L'arrêté pris pour application de l'article 3 du décret N° 84310 du 27 avril 1984 prévoit en son article 3 la possibilité « d'une formation professionnelle justifiée par le projet de réinsertion - sous réserve de l'agrément du Secrétariat d'Etat chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs Immigrés ».

Quelles sont les possibilités réelles et sérieuses de formation professionnelle, avant la réinsertion, pour le succès de celle-ci, avec 20.000 F maximum d'aide publique ?

7 Dans le cadre des accords avec les pays d'origine, comment ont été prévues les questions relatives, notamment :

a) au logement des travailleurs involontairement privés d'emploi en France, souhaitant pouvoir se réinsérer dans son pays d'origine ;

b) à l'intégration en milieu scolaire, en cours d'année, des enfants dans les pays d'origine ;

c) de couverture Sécurité sociale pour le travailleur et les membres de sa famille :

— en matière de maladie, maternité, invalidité, les conventions bilatérales de Sécurité sociale sont inopérantes en ces matières lorsque les intéressés perdront la qualité d'assuré social, ce qui sera le cas pour tous ceux qui ne retrouveront pas un emploi salarié dans leur pays d'origine ;

d) il n'est pas prévu de visite médicale avant le départ lorsque les travailleurs migrants demandent la délivrance d'une carte de résident privilégié (ou la naturalisation française) ils sont obligatoirement, soumis à un examen sérologique, pulmonaire et clinique général ;

La même logique doit prévaloir pour la réinsertion volontaire dans le pays d'origine (non pas à la charge financière des intéressés, mais de l'Etat ou des entreprises qui les ont occupés).

Une disposition allant dans ce sens permettrait aux intéressés d'obtenir les garanties nécessaires à la reconnaissance éventuelle de leurs droits en matière d'invalidité : aggravation d'accident de travail, notamment ;

e) En matière de droit à pension vieillesse :

— quelles sont les dispositions mises en œuvre pour procéder à la reconstitution de carrières tant au régime général de la Sécurité sociale que des retraites complémentaires ?

— quelles sont les informations qui seront diffusées (dans la langue des intéressés) pour faire valoir ultérieurement et avec succès leurs droits à la pension Sécurité sociale, aux retraites complémentaires, ainsi qu'aux éventuelles réversions.

f) Les candidats à l'aide publique de réinstallation après acceptation de leur dossier seront dotés d'autorisation provisoire de séjour valable jusqu'à leur départ de France :

— les Caisses d'Allocations Familiales appliquant les instructions ministérielles (1983) sont fondées à refuser le versement des prestations familiales pour les personnes ne possédant que des autorisations provisoires de séjour. Quel sera dans ce cas la situation des intéressés ?

8 Aucune disposition ne semble avoir été prévue pour la faculté de renonciation au projet de réinsertion individuelle. La possibilité reconnue d'une manière générale aux « consommateurs » (délai de réflexion) dans la signature d'un contrat n'a pas été envisagée pour les travailleurs immigrés dans un dispositif engageant leur avenir.

DÉCLARATION DE OSWALD CALVETTI, AU NOM DE LA DÉLÉGATION C.G.T., A L'ISSUE DES NÉGOCIATIONS SUR L'AIDE AU RETOUR DU RÉGIME D'ASSURANCE CHÔMAGE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La C.G.T. ne signera pas la Convention proposée par le C.N.P.F. et la C.G./P.M.E. relative à une allocation conventionnelle du régime d'assurance chômage aux travailleurs immigrés quittant la France pour retourner dans leur pays d'origine.

Les raisons en sont les suivantes :

1) Alors que l'Ordonnance et le Décret prévoient expressément que l'aide au retour est réservée aux travailleurs étrangers **licenciés,** et volontaires pour se réinstaller dans leur pays, la Convention - elle - étend cette procédure aux travailleurs immigrés **démissionnaires** de leurs activités professionnelles.

Cet élargissement, décidé dans un texte contractuel de portée générale, est lourd de périls. Il conduira à des abus, à des pressions patronales en direction des immigrés pour les inciter à démissionner, et permettra aux entreprises de ne pas recourir aux procédures légales et contractuelles en matière de licenciements, et donc aux consultations avec les représentants syndicaux du personnel.

En élargissant l'aide au retour aux démissionnaires, cette Convention comporte le risque d'opposer les salariés entre eux et d'alimenter des campagnes menées contre les immigrés.

Elle est donc en contradiction avec la notion du **libre choix** des intéressés, qui, pour la C.G.T., est fondamentale.

2) Le texte contractuel fixe le taux de l'allocation conventionnelle aux 2/3 des droits acquis par les intéressés dans le régime d'assurance chômage. C'est insuffisant et discriminatoire.

Le travailleur qui acceptera cette procédure recevra une allocation nettement inférieure aux droits qu'il a acquis et, de plus, cette allocation aura le caractère d'un **« solde de tout compte ».**

En réalité, le travailleur immigré qui sera concerné par l'aide au retour abandonnera de nombreux droits touchant le régime d'assurance chômage, mais également celui de la solidarité, ainsi que des droits en matière de Sécurité sociale, de retraite complémentaire, de formation professionnelle...

C'est la raison pour laquelle la C.G.T. avait demandé que l'aide conventionnelle du régime d'assurance chômage soit proche de la totalité des droits.

Ce qui est prévu par la Convention ne répond pas à cette exigence.

3) Les procédures publiques et contractuelles définies pour l'aide au retour, ne prévoient pas l'intervention préalable des organisations syndicales. Il suffira d'un accord entre l'entreprise et l'Etat.

Cette procédure est d'autant moins acceptable que de nouveaux droits viennent d'être ouverts pour les travailleurs.

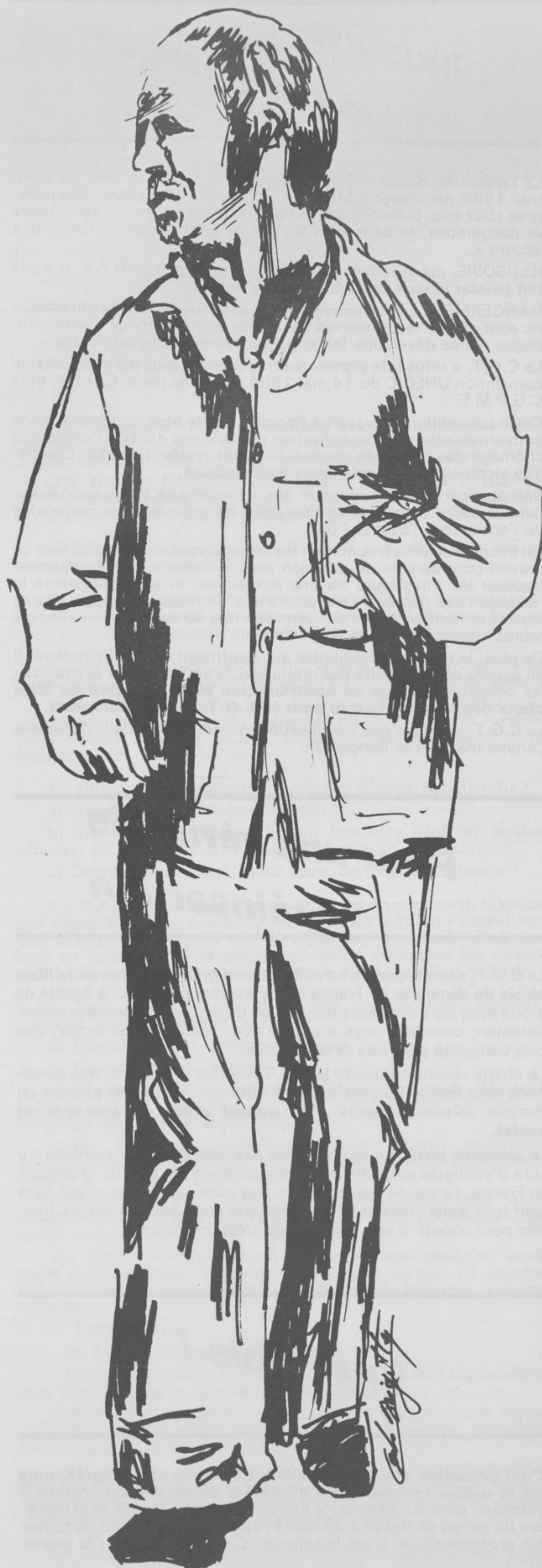
—o—

La C.G.T. était prête à conclure un accord complémentaire à l'aide publique à la réinsertion, assurant aux travailleurs étrangers **licenciés,** désirant retourner dans leur pays d'origine, des conditions leur permettant de choisir librement et de conserver l'essentiel des droits acquis en france par leur travail et leurs cotisations.

La Convention conclue ce soir, entre le patronat et certains syndicats ne respecte pas ces conditions impératives.

C'est pourquoi la C.G.T. ne cautionnera pas un texte qu'elle considère comme mauvais et dangereux.

Montreuil, le 14 mai 1984.



GERİ DÖNÜŞ YARDIMI

Birkaç aydan buyana artan işsizliğe gözüm olarak göçmen emekçilerin gönderilmesiyle ilgili kampanya yükseltiliyor.

C.G.T.'ye göre yığınsal işçi gönderimi durumun dahada kötüleşmesinden başka bir yarar getirmeyecektir.

Bu durum karşısında C.G.T. 19 mart'ta bir açıklama yaparak konuyla ilgili tutumunu şöyle belirledi :

« Geri donüşle ilgili, C.G.T. dönme veya kalma isteminin tamamen göçmen emekçinin kendi özgür iradesiyle gerçekleşmesini savunur.

Fransa' da kalmak ve çalışmak isteyen işçiler, Fransız işçileriyle aynı hak ve ödevlere sahip olmalıdırlar.

- Ülkelerine dönmek isteyen emekçiler ise, kendi ülkelerinin gereksinimlerine uygun meslek eğitimi ile ve kazanılan tüm sosyal hakların tümünü elde ederek dönebilmelidir.

- Göçmen işçi ve ailesinin zararına olacak diğer çözümlemeler, göçmen olsun, Fransız olsun tüm işçiler için tehlikelidir ».

Hükümet 21 mart'ta « geri dönüş yardımı » nı kurumlastıran ve 27 nisan tarihli yardımın şartlarını açıklayan kararnemeyi yürürlüğe koydu.

TRIBUNE' de bu metinlerin tamamını yayınlamak mümkün olmadı.

Konuyla ilgili hükümetin ve C.G.T. nin tutumları Türkçe, Arapça ve Portekizce olarak üç ayrı dilde bülten olarak hazırlanmıştır.

Bu bülteni, C.G.T. genel merkezi ,Göçmen işçiler bölümü (MOI)'den elde edebilirsiniz.

Geri donüs yardımları asagidaki bölümlerden oluşuyor :

1 - DEVLETİN KATKISI (DEVLET YARDIMI)

Müracaatların incelenmesi ve kabulü halinde ödemelerin yapılması işlemleri ile ulusal göçmen isçiler bürosu (ONI) ilgilenir.
Devletin yapacağı yardım su bölümleri kapsamaktadır.

« Nature »	« Modalités d'attribution et montant »	« Versement »
A) Ülkesine geri dönecek emekçinin, kendi ülkesinde gerçeklestirmeyi düsündügü projeye katkı :	Bunun için verilecek miktar 20.000 Frs. olup, göçmen emekçinin kendi ülkesinde, ülke parası ile ödenecektir.	Eğer göçmen isçi ülkesine dönmeden önce Fransada meslek eğitimine katılmak ister ya da Fransada gereç, malzeme (matériel) alırsa, ulusal göçmen isçiler bürosunun onayını almak koşulu ile bu paranın bir kısmı Fransa'da ödenebilir.
B) Göçmen emekçiye ve var ise ailesine yapılacak eşya taşıma yardımı :	Bu para en fazla 6.700 Frs. olup, Türkiyenin de dahil olduğu Avrupa ülkeleri için, 2.500 Frs. geri dönecek göçmen isçi için, 1.000 Frs. eşi için, ve 18 yaşından küçük her çocuk için yapılacak 800 Frs'dan oluşuyor.	Fransadan ayrılmadan önce
« La prise en charge de frais de voyage-retour du bénéficiaire et, le cas échéant, de ceux de sa famille. »	Taşınma parası Fransa'da ödenir. C) Göçmen emekciye ve varise ailesine yapılacak bilet parası yardımı : Geri dönüsün uçakla yapılması halinde, göçmen emekçinin Fransa'da oturduğu yere en yakın havaalanı ile ülkesine en yakın hava alanı esas alınarak, bilet parası, göçmen emekçinin kendisi, eşi ve 18 yaşından küçük çocukları için Fransa'da ödenir. Geri dönüşün uçakla yapılmaması halinde ise, yapılacak yardım sadece göçmen emekçiyi ve eşini kapsayıp yukarıda anlatılan kriterler esas alınarak hesaplanır.	Fransadan ayrılmadan önce

II. BIR KEREDE ÖDENEN İŞSİZLİK (CHOMAGE) PARASI :
Göçmen emekçiye, ülkesine geri dönmeseydi Fransa'da almaya hak kazandığı işsizlik parasının tümünün % 66'sı Fransa'yı terk edeceği gün esas alınarak, ülkesinde ödenir.

III. İŞYERİNİN YAPACAĞI YARDIM :
Fransız yasalarına göre isyerlerinin, isten çıkarttıkları isçilere ödemekle yükümlü oldukları işten çıkartma tazminatı haricinde, ülkesine geri dönecek göçmen emekçiler, Patronlardan belli bir para yardımı alabilirler. Bu paranın miktarı ve biçimi Ulusal Göçmen Isçiler Bürosuyla işyeri veya işkolu düzeyinde patronlarla yapılacak sözleşmelerle belirlenir.
Araba ithali, araç gereç (Matériel) ithali durumlarında gümrük ve vergi kolaylıklarıda tanınabilir. Bu kolaylıklar geri dönülen ülkeye göre değişebilir.

CGT'NİN SAVUNDUĞU İLKELER

Göçmenlik konusunda hükümetin 1981 Mayısından beri yürüttüğü eylem sağın anti-göçmen politikasının en insanlık dışı kalıntılarını ortadan kaldırdı. Kartsız turist işçilere kart verme eylemi, göçmenlerin onuruna ve haklarına ters düşen bazı yasaların, kuralların iptali, dernek kurma, sosyal sigorta seçimlerinde oy kullanma, seçilme hakkı gibi girişimler bu yönde sıralanabilir.

1984 baharında eskileri tamamlayan yeni 2 yönlü önlemler alındı :

— Fransa'daki göçmen topluluğun Fransız toplumuna daha iyi uyum sağlamasına yönelik önlem,

- Otomatik biçimde yenilenebilinen ve 10 yıl geçerli oturma kartının çıkarılması.
- Fransızlarla evli olanlara Fransız vatandaşlığına geçmek için gerekli sürenin 6 aya indirilmesi.

— Işinden olmuş bazı göçmen emekçilerin gönüllü olarak ülkelerine dönmelerine yönelik önlem.

Bu durumda şunlar öneriliyor :

- Kamu yardımı,
- Chomage haklarının bir kısmı olarak toplu para biçiminde alınması.
- Ulusal Göçmen Bürosu ve Devletin özgül sözleşmeleri çerçevesinde sonişyerinin yardımı.

Göçmenler konusunda sorumlu bir sendikal örgüt olan CGT hükümetin politikasının her yönüyle olduğu gibi, bu konuda da olumlu olanını destekliyor, eksiklikleri gösteriyor ve emekçilerin yararına olmıyanlarıda reddediyor. Göçmenlerin geri dönüşü ile ilgili CGT' nin tutumu açık ve somuttur. Bu tutumu, tüm eylemleri gibi sınıf ilkelerine dayanıyor.

Bu bir yenilik değildir, bunu görmek için CGT 'nin kongrelerine ve özellikle « Göçmen ve Fransız emekçilerinin yararlarına uygun bir politika için CGT'nin istem bildirgesi » negöz atmak yeterlidir. (Le People No. 1099 - 15. Ocak. 1982).

« Göçmen emekçiler Fransız işçi sınıfının kopmaz bir parçasıdırlar. Bu reddedilemez yapısal ekonomik bir gerçektir. Göçmen emekçiler sendikal hayata katıldılar, böylelikle ülkenin sosyal hareketinde de yer aldılar. Tarihin önemli anlarında hazır bulunan onlar Fransa'nın ileri bir sanayi ülkesi olmasına katkıda bulundular. Onlar 1981 Mayısından önce dönüşümler için savaşımlara katıldılar ve şimdi de Fransız emekçileri ile yarının demokratik, ekonomik, sosyal gelişmesi için nücadele veriyorlar. O halde onlar kişiliklerine, haklarına ve onurlarına saygı gösterilmesine hak kazanmışlardır.

O halde göçmen emekçiler, Fransız emekçiler gibi tüm ekonomik ve sosyal haklardan yararlanmalıdırlar. Hak ve görev eşitliği için sorumluluklarını almalıdırlar. » Böyle diyordu CGT Sekreteri Joannes Galland 21. Mart. 1984' te.

GÖÇMENLERİN DÖNÜŞÜ

Aşırı sağın, ırkçı konumlardan yürüttüğü « Fransa Fransızlarındır »ın bir başka biçimi olan « Önce Fransızlar » kampanyası var. (Irkçılık bir fikir değil bir suçtur.) Sağın ve patronların eğilimi fazla işçi var diyerek « göçmenlerin dönüşünü » işsizliğe bir çözüm olarak göstermektir.

CGT Göçmen emekçilerin işsizliğin, günümüzdeki ekonomik ve teknik değişim zorluklarının sorumlusu gösterilme girişimlerini şiddetle kınadı. Va göçmen emekçilerin her şeyin sorumlusu olduğunu, hiçbir şeyi beceremediklerini, hiçbir hakka layık olmadıklarını savunan tüm görüşleri daha önce de açığa vurdu.

« Göçmen işçilerin ülkelerine dönmesi » politikasının dar yolu bunalıma çare olan bir ekonomik, sosyal politikayı oluşturamaz. Eğer bunalıma yeni çözümler bulmak gerekiyorsa, bu çözümler hiç ayırım yapmadan tüm emekçilerin haklarını garantilemelidir.

ALDATIÇI VE TEHLİKELİ

« Dönüş » fikri aldatıcı ve tehlikelidir, C.C.N. 'nin 15-16. Mayıs. 1984 teki çalışmaları bunu ispatladı.

Aldatıcı, çünkü iş yaratacak, işsizliği düşürecek olan göçmenlerin dönüşü değildir. Federal Almanya'nın yaptığı bu uygulama bunu kanıtlamıştır.

Tehlikeli, çünkü bu tavır işçileri bölmenin, patronların göçmen ve Fransız emekçilerini birbirine düşürme, bazı göçmen grupları kendi aralarında birbirine düşürme olanaklarının tohumlarını içinde barındırıyor. Tehlikelidir, çünkü diğer işçiler gibi göçmen emekçilerde, işsizliğin ve ekonomik krizin sorumluları değillerdir. Bu yükseltilen kampanyaya, ırkçı güdülerin kabartılması yönünde yapılan bir çağırıdır.

CGT diğer tüm sendikaların tersine UNEDIC'in 14. Mayıs. 1984 teki sözleşmesini imzalamayı reddetmiştir. Bu sözleşme önceleri hükümetin kararnamelerine dayanarak, kendi isteği dışında işsizliğe düşmüş, (ekonomik işsizlik) işçilerin, issizlik paralarının bir kısmını ödemeyi öngörüyordu. Bu sözleşme daha sonra, patronların örgütleri veya işyerleri ve devlet ulusal göçmen bürosu arasındaki anlaşmalara dayanarak « istifa etmiş işçilere » de uygulandı. Bu durumda patronların bu aracı kullanarak baskı yapıp istifalara zonlama ve böylece işten atma kolaylıklarına sahip oldukları rahatça görülüyor. İşveren işçiyi istifaya zorlarken yasal işlemleri uygulamayacak ve işyerini temsil eden sendika delegelerinin görüşlerini almayacaktır.

Ayrıca, geri dönüşle ilgili anlaşma metni yetersiz ve ayrılıkçı bir yapıdadır. Göçmen işçi kesintileri ve emeği karşılığı kasandığı haklarının tümünü alamamaktadır. CGT için belirleyici olan ilgilinin geri dönüşte serbest seçim kavramıyla, metin çelişkilidir. CGT tehlikeli ve işçinin zararına buludğu bu metni desteklememektedir.

GERÇEK BİR UYUM SAĞLAMA

CGT ülkelerine dönmeyi isteyenlere yardımcı olunmasının karşısında değildir. Fakat bunun tam bir özgür seçim ve gönüllülüğe dayanması ve işçilerin ve ailelerinin tüm haklarını garanti altına almasını sağlaması lazımdır. Bunun nasıl yapılması gerektiKi CGT'nin yeni ekonomik, sosyal düzenin gözönünde bulundurulması gereken noktaları içeren istemler bildirgesinde görebiliriz. Günümüzde ortaya çıkan sorun önümüzdeki on yıl içinde Fransada kaç göçmen işçinin olacağı değil, kaç işsizin olacağıdır. Yeni iş sahaları yaratma politikası için göçmen işçilerin emeği, is deneyimi, teknik bilgileri Fransız emekçilerinki kadar yararlıdır, zorunludur.

BERABER

Göçmen ve Fransız emekçiler, ortak çıkarlar için birleşip işsizliğe karşı, ücretler için, satın alma gücü, iş ücret kaybı olmadan çalışma süresinin 35 saate indirilmesi için ve mesleki eğitim için beraber savaşım vermelidirler. Çözüm budur, birlikte kazanılacaktır.

CGT'NİN GÖZLEMLERİ VE BELİRLEMELERİ

CGT savunduğu temel prensiplerin ötesinde, ülkelerine geri dönmek isteyen göçmen emekçilerin hak ve çıkarlarının en iyi şekilde savunulabilmesi için bir dizi uyarıda bulunuyor.

CGT, Göçmen Emekçiler Bölüm (MOI) sekreterliği, 19 Haziran 1984 tarihinde yaptığı görüşmede, Devlet sekreteri ve göçmen işçi aileleri sorumlusuna şu görüşleri sundu :

1 - Devletin ödeyeceği para miktarı ne kadardır ve bu miktar hangi bütçeden yapılacaktır ?

2 - Kendi isteklerine bağlı olmayan nedenlerden dolayı işlerini kaybeden ve ülkelerine geri dönmek isteyen kaç göçmen işçi ve ailesi geri dönüş yardımlarından faydalanabilecektir ?

3 - Göçmen işçilerin özlemlerine ve geri dönecekleri ülkelerin ihtiyaçlarına yanıt verebilecek hangi tip bir geri dönüş olanaklıdır ?

Devlet (ONI) işverenler veya işveren örgütleriyle geri dönüş sözleşmeleri imzalayacak. Bu sözleşmelerin biçimi, içeriği, uygulamaya konma koşulları ve işçi sendikalarının müdahalesi nasıl öngörülüyor ?

4 - Hükümetin görüşmelere başladığı ülkeler hangileridir ?

a) Hangi tip bir sözleşme önerildi ?

b) Ülkesine göre değişen, kişinin kendisine yeni bir meslek edinmesi mi, kendisine ait bir işyeri açması mı öngörülüyor ?

c) Önerilen sözleşmeyi kabul eden devletler hangileridir ?

5 - 27.Nisan.1984'te yayınlanan hükümet kararnamesi, ülkesine geri dönecek göçmen emekçiler için « Meslek Eğitimi » öngörüyor. Geri dönüşün başarılı bir şekilde olabilmesi için, kesin dönüşden önce en fazla 20000 F.la gerçekleştirilmesi düşünülen bu meslek eğitiminin var olabilmesinin somut ve ciddi koşulları nelerdir ?

6 - Geri dönüş ülkeleriyle yapılan anlaşmalarda aşağıdaki konulara getirilen yanıtlar nelerdir ?

a) Ülkesine dönen emekçinin lojman sorunu,

b) Çocukların okul durumu,

c) Göçmen işçi ve ailesinin sosyal sigortalar sorunu (Hastalık doğum, sakatlık durumlarında veya ülkesine geri dönüpte iş bulamıyan emekçilerin durumları),

d) On yıllık kart işlemlerinde (veya Fransız milliyetine geçmede) kan tahlili, akciğer ve genel tahlil zorunlu koşulmasına rağmen geri dönüşte sağlık kontrolu öngörülmüyor.

Ulkelerine dönmek isteyen göçmen emekçilere aynı işlem uygulanmalıdır. (Sağlık kontrolu masrafları işçi tarafından değil devlet veya işyeri tarafından karşılanmalıdır.)

Bu önlem, ülkesine dönmek isteyen göçmen emekçiye kendi sağlık durumuyla ilgili bilgi verecektir. Sağlık durumu iyi olmayan işçi sakatlık, iş kazası tazminatı gibi çesitli haklarını kullanabilecektir.

e) Yaşlılık Parası :

- Bu konuda alınan önlemler nelerdir ?

- Kazanılan hakların korunmasına yönelik, hangi bilgilendirici (ana dilde) bilgilerin verilmesi düşünülüyor ?

f) Geri dönüş yardımından faydalanabilmek için dosya yatıracaklardan, müracaatları kabul edilenlere Fransa'yı terkedene kadar geçerli olacak geçici oturma izni verilecektir.

- Aile yardımı yapan kuruluş, 1983 yılında ilgili bakanlığın direktifleri doğrultusunda geçici oturma iznine sahip göçmen emekçilere aile yardımı yapamaz. Bu durumda yukarıda sözünü ettiğimiz göçmen emekçilerin durumu ne olacak ?

7 - Geri dönüş için müracaatta bulunup sonradan fikir değiştirebilecek göçmen emekçilerin bu haklarını kullanabilmesi için yasada somut olarak bir şey önerilmiyor.

C.G.T. delegasyonu adına o.calvetti'nin ülkelerine geri dönecek göçmen emekçilere yapilacak yardım miktarının belirlenmesi görüşmeleri sonrası yaptığı açıklama :

« C.G.T., Patronlar sendikası ve C.G./P.ME' nün önerdiği ülkelerine geri dönecek göçmen emekçilere verilecek işsizlik parasını belirleyen sözleşmeyi aşağıdaki nedenlerden dolayı imzalamıyor :

1 - Hükümet kararnamesi, geri dönüş yardımının, birincil olarak işten çikartılmış ve ülkelerine geri dönmeye gönüllü göçmen emekçilere yönelik olmasını öngörmesine rağmen, sözleşme işlerinden istifa edecek göçmen emekçileride kapsıyor. Bu genişletilmiş kapsama göçmen emekçiler aleyhine çok ağır tehlikeler doğuracak. Patronlar göçmen emekçileri istifaya zorlayacak baskı yöntemlerine başvuracaklar ve işten çıkarmaların yasal işlemleri gereği, işyerinde temsilci sendikaların delegeleriyle işveren görüşmeyecek.

Geri dönüş yardımının istifa edecek olanlarada yapılmasını öngören bu sözleşme, Fransız ve göçmen emekçileri biribirlerine düşürme ve göçmen işçilere karşı daha yoğun bir kampanyanın yürütülmesi riskini yoğunlaştırıyor. Sözünü ettiğimiz sözleşme, C.G.T. için temel ilke olan Geri dönüşe serbest karar verme hakkını çiğniyor.

2 - C.G.T. nin imzalamadığı metin, yapılacak yardımın miktarını, ülkesine geri dönecek emekçinin işsizlik parası olarak hak ettiği miktarın üçte ikisi olarak belirliyor. Bu miktar yetersiz ve ayırımcıdır. Bu uygulamayı kabul edecek olan bir emekçi hak kazandığı miktardan daha az para alacak ve meslek eğitimi, sosyal sigortalar, ek emeklilik... gibi diğer birçok haklarından da vazgeçmiş sayılacak.

Tüm bunlardan dolayı C.G.T., geri dönüş işsizlik parasının elde edilmiş hakkın toplamına yakın olmasından yanadır. Öngörülen sözleşme bu isteme yanıt vermiyor.

3 - Geri dönüş konusunda sendikaların müdahelesi öngörülüyor. Devlet ile işyeri arasında varılacak bir anlaşma yeterli görülüyor.

C.G.T. işten çıkartılan ve ülkelerine kendi dileğiyle geri dönmek isteyen göçmen emekçilerin, Fransasa'da elde ettikleri tüm hakları aynen korumasını öngören bir anlaşmayı imzalamaya hazırdı. Patronlar sendikası ve bazı işçi sendikalarının bugün imzaladığı sözleşme bu en önemli konulara yanıt vermiyor. C.G.T. yetersiz ve tehlikeli bulduğu bu sözleşmeye destek vermeyecektir ».



...

المهاجرين في العشر السنوات القادمة . بل كم سيصبح عدد العاطلين في فرنسا . و ان عمل و مساهمة العمال المهاجرين و تجاربهم و حذقهم المهني له نفس القيمة و هام بنفس الدرجة مع تجارب و عمل الفرنسيين و هذا ضرورى لسياسة شغل جدية

جميعا

على العمال الفرنسيين و العمال المهاجرين ان يتحدوا _ اذ مصالحهم هي واحدة _ و ان يناضلوا مع بعض ضد البطالة و من أجل رفع الاجور و رفع القدرة الشرائية الى حد 35 ساعة بدون تخفيض في الاجور و من آجل تكوين مهني هو ذا الحل : النضال الوحدوى و الجماعي لكل العمال الذى بدونه لا يمكن تحقيق مطالب العمال .

ملاحظات وتسؤلات الس ج

علاوة على المواقف المبدئية التي تدافع عنها الس.ج.ت. ، فان التركيز على بعض النقاط يسمح بالدفاع بشكل جدى عن حقوق و مصالح العمال المهاجرين الراغبين في الرجوع و الاندماج من جديد في بلدانهم الاصلية

بمناسبة استقبالها من طرف كتابة الدولة للعائلة و السكان و العمال المهاجرين قدمت الكتابة الوطنية لليد العاملة في الاتحاد الملاحظات التالية :

1) في حين كان قانون 24 198 بتاريخ 21 مارس 1984 و قانون 243101 بتاريخ 27 آفريل 1984 ، يركزان على كونهما لا يشملان سوى المطرودين لماذا وقع توسيع صلوحيتهما عن طريق اتفاقية (21 ماى 1984) لتشمل العمال المهاجرين المستقيلين .

2) ما هو مقدار المساهمة المالية للدولة و من آى ميزانية

3) و انطلاقا من هذه الاجابة عن هذا السؤال كم من عامل مهاجر فقد شغله و يرغب في الرجوع الى بلاده ، بامكانه التحصل على مختلف المنح المخصصة .

4) آى نوع ممكن من الاند الاندماج في الدورة الاقتصادية للبلدان الاصلية يراعي مطامح العمال المهاجرين الفاقدين شغلهم و حاجيات البلدان الاصلية و التعاون الدولي .

هل تعقد الدولة اتفاقيات مع الاعراف آو مع الشغالين ما هو محتوى و نوعية هذه الاتفاقيات و كيف سيقع تشريك نقابات العمال .

5) ما هي البلدان الاصلية المعنية التي بدأت الحكومة الفرنسية التفاوض معهما .

أ) ما هي الاتفاقية التي وقع اقتراحها .

ب) ما هي البلدان التي وافقت على مثل هذه الاتفاقيات ؟

6) يشمل القانون المذكور امكانية تكوين مهني خاضع لموافقة كتابة الدولة للعمال المهاجرين لكن ما هي الامكانيات الحقيقية و الجدية لتكوين مهني قبل العودة و لانجاحها بمنحة عمومية لا تتجاوز 20 000 فرنك .

7) في اطار الاتفاقيات المش المشتركة مع البلدان الاصلية هل وقع مراعاة المسائل المتعلقة بـ :

أ) _ دخول أبناء العائدين الى المدرسة خلال السنة الدراسية .

ب) سكن العامل العائد الى بلاده .

ج) التغطية الاجتماعية بالنسبة للعامل و لبقية أفراد عائلته .

د) ليس هناك آى فحص طبي مقرر قبل العودة في حين ان الدخول الى فرنسا يقع مشروط بمزيارة طبية هذا الفحص الطبي يمكن العامل المهاجر من التحصل على ضمانات ضرورية للاعتراف بالاضرار الجسدية التي تحصل لهم في حوادث الشغل .

هـ) فيما يتعلق بحق التمتع بمنحة الشيخوخة و التقاعد ما هي التراتيب المقررة لمراجعة الحقوق المرتبطة بنظام الضمان الاجتماعي و المنح الاضافية للتقاعد .

_ ما هي الاخبار التي ستعطي في هذا المجال _ في لغة الذين يهمهم الامر لكي يتمكنوا بنجاح الدفاع عن حقوقهم .

و) سيتحصل الراغبون في الرجوع الى بلادهم بعد قبول ملفاتهم عن رخصة اقامة وقتية صالحة حتى رحيلهم من فرنسا :

_ بامكان صناديق المنح العائلية تطبيقا للقرارات الوزارية رفض اعطاء المنح للاشخاص الحاملين لرخص اقامة وقتية . كيف ستكون وضعية المعنيين بالامر ؟

8) ليس هناك آى امكانية للتراجع في قرار قبول العودة بعد قبول الملف للسلط المعنية .

تصريح

تصريح أوسفالد كالفاني باسم وفد الس.ج.ت. اثر المفاوضات في خصوص منحة ((الرجوع)) المسندة من صندوق البطالة للعمال المهاجرين :

لا تمضي الس.ج.ت. على هذه الاتفاقية المقترحة من طرف نقابات الاعراف و التي تخص منحة العاطلين للعمال المهاجرين الذين سيغادرون فرنسا للرجوع الى بلدانهم الاصلية . و ذلك للاسباب الآتية :

1) بينما يخصص القانون والمرسوم منحة للعودة للعمال المهاجرين من الشغل و الراغبين في الرجوع و الاستقرار ببلدانهم الاصلية ، فان هذه الاتفاقية تتسع لتشمل العمال المستقيلين عن الشغل . ان هذا الاتساع الذى ينص عليه النص المبرم يحمل نقاطا خطيرة . فهو يجعل العمال عرضة لتجوزات و ضغوطات من طرف الاعراف حتى يجبروهم على الاستقالة و يتسنى لهؤلاء الجر الهروب و عدم الالتجاء الى التراتيب الشرعية التي تصاحب حالة الطرد و منها استشارة الممثلين النقابيين للعمال . كما ان شمول هذه الاتفاقية للمستقيلين يؤدى الى تقسيم العمال و جعل مصالحهم تتضارب و هي من شانها ان تغذى حملات العنصرية ضد العمال المهاجرين . فهي اذا متناقضة مع مبدأ الاختيار الحر الذى هو بالنسبة للس.ج.ت مبدأ آساسي .

يحدد هذا النص المبرم قيمة المنحة المتفق عليها و تساوى عليها و تساوي و تساوى 2/3 من مجموع الحقوق المتحصلة عليها بالنسبة للمعنيين من طرف الصندوق ، وهذا غير كاف و غير عادل .

العامل الذى يستقبل هذه الاجراءات يتلقى منحة تجمع و في الحقيقة فان العامل المعني بهذه المنحة ، يفرط في العديد من حقوقهم منحة البطالة و حقوق آخرى تمس الضمان الاجتماعي و التقاعد ، و التكوين المهني و الى غير ذلك . . . .

لهذه الاسباب ، طالبت الس.ج.ت. بان تكون هذه المنحة الخاصة قريبة قيمة الكاملة لحقوق الراجعة للعامل .

الشيء الذى لا توفره هذه الاتفاقية .

3) ان الاجراءات العامة و المبرمة في خصوص ((منحة الرجوع)) لا تؤهل للمنظمات النقابية التدخل او المشاركة ، بل يكتفى باتفاق بين المؤسسة و الدولة . و مثل هذه الاجراء ليس مقبولا ، خاصة بعد ان تحصل العمال على حقوق جديدة .

ان الس.ج.ت. مستعدة للموافقة على قانون اضافي لاعانة العمال المهاجرين الراغبين في الرجوع الى آوطانهم و الذين تم طردهم من الشغل مع الضمان لهم على المحافظة عن حقوقهم التي تحصلوا عليها في فرنسا بفض بفضل عملهم . لذلك فان الس ج ت ترفض هذه الاتفاقية الممضاة

من طرف بقية النقابات ، لانها تعتبر خطرا على مصالح العمال المهاجرين .

المواقف المبدائية لس ج ت

ان حصيلة عمل الحكومة في خصوص الهجرة منذ ماى 1981 يتلخص في القضاء على مخلفات المعاملات اللا نسانية المعادية للمهاجرين التي سلكها اليمين.

من الاشياء التي وقع تحقيقها تسوية وضعية العاملين بدون أوراق ، الغاء كلّ التراتيب التشريعية و التنظيمية المنافية لحقوق وكرامة المهاجرين الاعتراف بحق التجمع حق الانتخاب و التر- و الترشح للانتخابات بصندوق الضمان الاجتماعي .

في ربيع 1984 تممت الموافقة على قانونين متممين للتراتيب السابقة.

يهدف الأول الى ادماج المهاجرين في فرنسا و ذلك : بتسليم بطاقة اقامة صالحة عشر سنوات و يقع تجديدها بصفة آلية .

التخفيض الى ستة أشهر في المدة الفاصلة للتحصل على الجنسية الفرنسية.

اما الثاني فيطرح مشكلة الرجوع الاختياري في بلاده بالنسبة للعمال المهاجرين المحرومين من الشغل و ذلك بالتحصل :

- على منحة عمومية للرجوع
- اعانة المؤسسة الاخيرة التي اشتغل فيها العامل و ذلك في اطار اتفاقيات الخ الخاصة بين الدولة و الديوان الوطني للهجرة .

تعمل السـ ج .ت. باعتبارها منظمة نقابية مسؤولة، فيما يتعلق بالهجرة كما فيما يتحلق بالسياسة الحكومية عامة، تسجل بارتيا بارتياح كلّ ما هو ايجابي و تلفت النظر الى النواقص و ترفض كل مايتضارب مع مصالح العمال .

فيما يخص عودة المهاجرين مواقف الـسـ ج .ت. واضحة و دقيقة ترتكز كل تحركاتها على مبادىء طبقية . هذا ليس بجديد و الدليل على ذلك مقرارات مختلف مؤتمراتها و خاصة ((الميثاق المطلبي لسياسة الهجرة مطابقة لصالح العمال المهاجرين و الفرنسيين)) (الشعب عدد 1099 .15 جانفي 82) يذكر جواس قالون في 21 مارس 1984 :

((العمال المهاجرين جزء لا لا يتجزأ من الطبقة العاملة الفرنسية ، هذه حقيقة اقتصادية هيكلية لا نقاش فيها . انصهر العمال المهاجرون في واقع الحياة النقابية و بالتالي في حركة القوى الاجتماعية في البلاد . لقد ساهموا في جعل فرنسا بلد مصنّع و متقدّم لقد كانوا دائما في الموعد و ساهموا في معركة التغيير قبل ماى 81 و يناضلون اليوم الى جانب العمال الفرنسيين من أجل التطور الديموقراطي على مستوى الاقتصادى و الاجتماعي)) و يضيف : ((انن أكتسبوا الحقّ في الاحترام ذاتيتهم و احترام لشخصيتهم و كرامتهم . لهم الحقّ في التمتع بنفس الحقوق الاجتماعية و الاقتصادية التي يتمتّع بها العمال الفرنسيون . عليهم ان يباشروا مسؤولياتهم في ظلّ المساواة في الحقوق و الواجبات .

رجوع المهاجرين

في حين يشنّ أقصى اليمين حملة عنصرية حول تحت شعار : ((الفرنسيين قبل كلّ شيء)) أو ((فرنسا للفرنسيين)). العنصرية ليست رأى سياسي بل جريمة ، يميل الاعراف و اليمين السياسي الى اعتبار عودة المهاجرين حلّا لمشكلة التشغيل.

تندد الـسـ ج .ت. بكل محاولة تحميل العمال المهاجرين أزمة البطالة و المصاعب الاقتصادية الحالية و جعلهم مسؤولين على أى كلّ شيء و غير قادرين على أى شيء و لا يمكن الاعتراف لهم بأى حق .

ان المضي و الاستمرار في طريق ((ارجاع المهاجرين الى ديارهم)) يمكن اعتباره سياسة اقتصادية و اجتماعية قادرة على حلّ الازمة . اذا كانت هناك حلول جديدة فيجب أن تضمن للجميع حقوق العمال دون أى تمييز .

الحلّ الواهي والخطير :

قدّمت جان لون مارست تقريرا لمكتب الكنفدرالي الى اللجنة الكنفدرالية الوطنية أيام 15 و 16 ماى ، جاء فيه ((ان رجوع العمال المهاجرين الى بلدانهم التي تقدم كحلّ للتشغيل هو حلّ واهي و خطير . و على كلّ فان رجوع العمال المهاجرين لا يمكن توقعه بدون موافقتهم واهي ، لأن طرد مليون مهاجر من ألمانيا لم يخفّض في نسبة البطالة . خطير لأن العمال الـ المهاجرين كبقية العمال ليسوا مسؤولين عن الأزمة و البطالة . ان الحملة الحالية تستفزّ أبشع الأحاسيس العنصرية .

لذلك رفضت الـسـ ج .ت. على خلاف بقيّة النقابات، التوقيع على اتفاقيّة 14 ماى 1984 التي أقترحتها منظمة الاعراف هذه الاتفاقية في البداية تشمل جميع الحقوق صندوق البطالة و ذلك ايستنادا على وثيقة الحكومة ، كما تشمل العمال المهاجرين المحرومين من الشغل أى الذين اطردوا من الشغل لسبب اقتصادى.

و قد وقع توسيع نطاق هذه الاتفاقية لتشمل العمال المستقيلين. وذلك في نطاق اتفاقية ابرمت بين نقابات الاعراف و الدولة و ديوان الوطني للهجرة .

و بدون اى شكّ فان الاعراف سيتغلّون كل الوسائل الجبّارة للضغط على العمال حتى يستقالوا كما يتيسّر لهم تقسيم العمال و القضاء على مواطن شغل بدون الالتجاء الى التراتيب الشرعية اللازمة في حالات الطرد و منها استشارة الممثلين النقابيين للعمّال . علاوة على هذا فان هذه الاتفاقيّة مغشوشة و غير عادلة : اذ أنها لا تغطّي كامل الحقوق التي ترجع للعامل و التي اكتسبها نتيجة لاشتغاله و مساهمته في الصناديق الضمان الاجتماعي ، كما تتناقض هذه الاتفاقية مع مبدأ الاختيار الحرّ الذى هو مبدأ أساسي بالنسبة للسـ ج .ت. لهذه الاسباب لم تمضي الـسـ ج ت على هذه الاتفاقية اذ لا تريد مساندة نصّ يمثل الخطورة و مثل هذه الرداءة .

من أجل اقحام حقيقي

حسب مفهوم السـ ج .ت. فانه يجب ان يتوفر للعمال الاختيار الحرّ في البقاء في فرنسا و اشتغال بها مع التمتع بنفس الحق الحقوق التي يتمتع بها العمال الفرنسيين أو اختيار العودة الى بلدانهم الاصلية و التمتّع بكلّ الضمانات التي ترجع لهم و لعائلاتهم .

و قد عرض بالتفصيل ((الميثاق المطلبي للاتحاد السـ ج ت الظروف التي يجب ان تحيط - مشكلة أختيار العودة كما يعرض بعض من مظاهر نظام اقتصادى و اجتماعي عالمي جديد .

ان المشكل المطروح اليوم ليس معرفة كم سيكون عدد العمال ...

موقفنا من قرارات اعانات العودة الاختيارية

تتطور منذ مدة حملة تعتبر طرد العمال المهاجرين حلا لمشكلة البطالة المتصاعدة.

على أنه كما بينته الس.ج.ت. في عديد المناسبات فبيان الطرد الجماعي للمهاجرين عوض ان يحل هذه المشكلة الاليمة سيساهم في تدهور الوضع.

أمام هذه الوضعية ذكرت نقابة الس.ج.ت.، بموقفها من عودة المهاجرين في بيان صدر يوم 19 مارس و أكدت فيه بكل وضوح ان عودة المهاجرين لابد ان تكون نتيجة لاختيار حقيقي :

1) للبقاء في فرنسا لمن يرغب في ذلك مع ضمان الحق في شغل قار على قدم المساواة في الحقوق ، و الواجبات مع العمال الفرنسيين .

2) العودة الى الوطن دون قيد أو شرط بعد تكوين مهني يتماشى و حاجيات البلد الاصلي مع ضمان للاحتفاظ بكامل الحقوق الاجتماعية التي تحصلوا عليها او هم في صدد كسبها .

تعتبر الس.ج.ت ان أي حل آخر لا يشمل هذه النقاط مسا خطيرا لحقوق العمال المهاجرين و عائلاتهم بل يشكل خطرا على مجموع العمال سواء كانوا فرنسيين أو مهاجرين .

و قد صادقت الحكومة الفرنسية يوم 21 مارس على قانون منحة العودة الاختيارية وأوضحت يوم 27 أفريل تفاصيله .

لا يمكننا ان ننشر على صفحات المنبر مجموعة مواقف الس.ج.ت. و ترجمتها بالعربية و التركية و البرتغالية ، كما تشرقسم الهجرة بالاتحاد الس.ج.ت. بالتعاون مع كل النصوص القانونية وكامل مواقف الس.ج.ت. يمكنكم التحصل عليها بالاتصال بقسم اليد العاملة المهاجرة . بمونتروي .



الاجراءات المتخذة من طرف الحكومة الفرنسية لتسهيل ادماج العمال المهاجرين في بلدانهم

تشمل هذه الاجراءات من عدة أجزاء :

ـ الاعانة العمومية للرجوع :

تتكون من مقدار المنحة التي تدفعها الحكومة الفرنسية .

الديوان الوطني للهجرة هو الذى يتكفل بمتابعة كل المراحل التي تتعلق باسناد المنحة .

0 قبول مسبقا لطالب العودة النهائية .

0 دفع منحة العودة النهائية .

و تتمثل في :

طبيعة المنح :	كيفية الموافقة و المقدار :	تدفع المنح
منحة لتغطية بعض من مصاريف العودة النهائية للعامل المهاجر .	20000 فرنك على الاكثر لكل شخص يريد العودة النهائية و ذلك حسب الملف الذى يقدمه .	تدفع المنحة عند العودة و ذلك في البلاد الأصلية . ماعدى في بعض الحالات و بعد الموافقة من ديوان الوطني للهجرة يمكن دفع المنحة او جزء منها في فرنسا لتسديد شراء الآت او لتغطية نفقات تكوين يقوم به الشخص المعني .
منحة لتغطية جزء من تكاليف العودة النهائية للعامل و عائلاته .	أوربا وتركيا . الحد الاقصى 6700 فرنك : 2500 للعامل 1000 للزوجة 800 للطفل البلدان الاخرى : الحد الاقصى : 000 10 فرنك : 4000 للعامل 2000 للزوجة 1000 لكل طفل لم يصل سن الرشد .	
تحمل نفقات السفر للعامل و افراد عائلاته .	السفر عن طريق الطائرة : تذاكر الطائرة تكون شخصية و لا يمكن ارجاعها و تسلم لكل عامل و زوجته و ابنائهما الذين لم يبلغوا سن الرشد . تكون صلوحية هذه التذكرة من اقرب مطار من مسكن العامل بفرنسا الى اقرب مطار من مركز اقامته في بلاده . و سائل آخرى للتنقل : منحة تعويضية . لمن يستعمل و سائل آخرى للسفر غير الطائرة : يتحصل على منحة تعويضية تساوى ثمن تذكرة الطائرة .	تسلم في فرنسا .

ان منحة العودة النهائية مرتبطة باعانة منحة البطالة و المنحة التي يدفعها العرف للعمال المطرودين من الشغل .

II) دفع منحة البطالة دفعة واحدة .

هذه المنحة تمثل 66 في المئة من المقدار الذى يدفعه صندوق البطالة (ا.ن.د.ك.ت.) مدة سنة للعامل المطرد من الشغل .

III) الاعانة المالية من طرف المؤسسات :

زيادة على ما يظمنه القانون الشغل الفرنسي من حق للعامل المطرد من شغله ، بالتحصيل على منحة من المؤسسة أو المعمل الذى يشتغل فيه .
بامكان العمال التحصل على منحة اضافية للعودة من طرف معملهم او مؤوستهم ، و ذلك حسب الاتفاقية التي يمضيها العرف مع الديوان الوطني للهجرة .

IIII) تسهيلات آخرى يستطيع العمال العائد ين الى أوطانهم التحصل عليها .

مثلا : تصدير سيارات أو آلات آخرى و ذلك حسب الاتفاقيات المعطاة بين فرنسا و البلدان الاصلية للعمال المهاجرين .

ترجمة :

منشورات الديوان الوطني للهجرة
بتاريخ 21 ماى 1984

AJUDA AO REGRESSO VOLUNTÁRIO

Desde » vários meses para cá uma campanha se deselvolve sob o tema da expulsão dos trabalhadores imigrados como solução a subida do desemprego, como a CGT ja fez a demonstração varias vezes, en vez de dar solução a este triste problema o envio maciço dos trabalhadores imigrados não faria mais que agravar esta situação.

Diante esta situação em 19 de março a CGT, numa declaração recordando as suas posições sobre o regresso dos imigrados, disse :

" No que diz respeito á possibilidade do regresso dos trabalhadores imigrados nos seus paÿses, a CGT se prenunciov claramente, em seu tempo, para que ele seja o fruto de uma real e libre escolha.

De ficar em França e ocupar um emprego, na igualdade de direitos e deveres com os trabalhadores francêses...

De regressar aos seus países, sem pressões. Com uma formação professional de qualidade correspondente as necessidades dos seus paÿses, com a garantia de guardarem a totalidade dos seus direitos sociais adquiridos ou a acquirir.

Toda outra solução seria lesiva dos direitos dos trabalhadores imigrados e de suas famílias. Seria perigoso para o conjunto dos trabalhadores queles sejam francêses ou imigrados ".

Em 21 de março o governo adoptou um despacho que criou uma " ajuda au regresso voluntário " e, em 27 de abril, um decreto-lei precisou as modalidades desta ajuda.

Nao nos era possivel de publicar o conjunto destes diplomas na " LA TRIBUNE ". Preferimos vos apresentar as posiçoes do governo e as da CGT, tradusindo o todo, nas linguas maternais-turco, português, arabe. Ao mesmo tempo, o sector imigraçao, publicou em colaboraçao com o sector emprego e formaçao um " Courrier Confédéral Spécial " que regrupa o conjunto dos textos oficiais e as posiçoes da CGT.

Podem-se os procurar junto do sector confédéral " Main-d'Œuvre Immigrée " em Montreuil.

AS POSICÕES DE PRINCIPIO DEFENDIDAS PELA CGT

No que diz respeito à imigração as atitudes do governo, depois de maio de 1981, fizeram desaparecer os aspectos mais inumanos da politica " anti-imigrados " praticada pela direita.

Foram a operação de regularisação dos clandestinos, a anulação das disposições legislativas e regulamentares contrárias ao respeito dos direitos e dignidade dos imigrados, o direitos associativista, de votar e de ser elegivel nas eleições da segurança social.

Na primavera de 1984, dois novos aspectos vieram completar as disposições precedentes :

1. un facilitando uma melhor inserção da comunidade imigrada en França :

- Pela criação da carta de estadia, válida 10 anos e renovelavel automaticamente ;
- Pela redução a seis mêses o prazo necessário para adquirir a nacionalidade francêsa para os conjuges de nacionalidade francêsa, etc.

2. O autro, relativo à reinserção voluntária no seu país de origem de certos trabalhadores imigrados que perderam o seu emprego :

- ajuda estatal para a sua reinserção,
- capitalisação parcial dos direitos ao desemprego,
- ajuda da ultima empresa, no quadro de un acordo especial com o Estado e o ONI.

A CGT, organização sindical responsavel, no que diz respeito a imigração como nos autros aspectos da politica do governo, sublinha o que è positivo e põe em evidência as insuficiencias, recusa o que ihe parece naõ estar em conformidade com os interêsses dos trabalhadores.

Sobre " o regresso dos imigrados " as posições da CGT são claras. Elas são baseadas, como toda a sua acção nos principios de classe. Não è uma novidade, basta ler o contiúdo dos seus congressos e em particular " a carta revendicativa para uma política de imigração conforme aus interêsses dos trabalhadores imigrados e francêses.

" Os trabalhadores imigrados fazem parte integrante la classe operária francêsa. É uma realidade económica estructural inconstestavel. Os imigrados se integraram na realidade da vida sindical, no movimento das forsas sociais do país. Contribuiram a fazer da França um país industrial avançado.

Presentes nos grandes momentos da história, eles participaram ao combate para as mudanças antes de maio de 1981 e lutam hoje, com os trabalhadores francêses, pela evolução democrática, económica e socail de amanhã " lembrava Joannès GALLAND, Secretário da CGT, em 21 de marso de 1984 e contimuava :

" Os imigrados adquíriram o direito ao respeito da sua pessoa e de sua identidade, respeito da sua personalidade e dignidade. Devem pois também beneficiar dos mesmos direitos sociais e económicos que os trabalhadores francêse, e dos exercer, com responsabilidade, em igauldade de direitos e diveres.

O REGRESSO DOS IMIGRADOS

Enquanto que a extrema direita faz uma campagna sobre têmas racistas " os francêses primeiro " uma outra versão " a França aos francêses " (o racisme naõ é uma opinaõ política mas um delito). Atendência patronal e a da direita política é a de conceber o " regresso dos imigrados " como uma solução ao facto que, segundo o que eles dizem á trabalhadores a mais nas empresas.

A CGT jà denunciou as tendencias que tentam tornar responsaveis do desemprego os trabalhadores imigrados assim como das dificuldades ou das mutações actuais, de os designar como responsaveis de tudo, capazes de nada e sem direito nenhum.

Tomar a via estreita do " regresso dos imigrados aus seus países " não pode constituir uma politica económica e social capaz de resolver a crise. Se é necessário procurar respostas novas, elas devem garantir os direitos de todos os trabalhadores sem nenhuma descriminação.

ILUSORIO E PERIGOSO

No relatório du " Bureau Confédéral " apresentado au " CCN " de 15 e 16 Maio de 1984 a camarade Jeanine MAREST, dizia : " o regresso dos imigrados aos seus países, apresentado como uma solução aos problemas do mercado do trabalho, é ilusório e perigoso, de toda a maneira isso não pode ser feito sem o seu concentimento.

ILLUSORIO, Pois o envio de um milhão de imigrados da RFA nao fez baixar a taxa do desemprego antes pelo contrário.

Perigoso, porque os imigrados, como o resto dos trabalhadores nao são em nada responsaveis da crise e do desemprego. Esta campanha que se deselvoleve faz apelo aos piores onstintos racistas "

A CGT recusou-se a assinar, contrariamente aos outros sindicatos, a convenção UNEDIC de 14 de maio de 1984 proposta pelo CNPF e a CGP/ME.

Esta convenção previa no inicio, na base do despacho governamental, a capitalisação parcial dos direitos ao desemprego dos imigrados que foram despedidos. Vitimas de despedimentos económicos.

A sua aplicação foi estendida aos " trabalhadores demitidos " no quadro duma convenção entre as organisações patronais ou empresas, o Estado e o ONI.

Imagina-se facilmente como os patrões vão tentar utilisar este meio consideravel de pressão para " incitar " as demissões. Opor os trabalhadores entre eles e assim continuar a reduzir o numero de empregos. Isto sem necessidade de recorrer aos processos legais e contratuais de despedimentos, á obrigação de consultar os representantes sindicais do pessoal.

Como se isto não bastasse, o texto convencional é insuficiente e descriminatório. Ele não cobre a totalidade dos direitos adquiridos em França pelo trabalho e as cotisações pagas. Ele está en contradição com a noção da libre escolha dos interessados, o que, para a CGT, é fundamental.

A CGT não quis dar asua canção a um texto que ela considera como mau e perigoso.

POR UMA VERDADEIRA REINSERÇÃO

A CGT estima que os trabalhadores imigrados devem ter a libre escolha de ficarem em França e poderem trabalhar com os mesmos

direitos que os trabalhadores francêses ; ou, se eles o querem, regressar voluntáriamente nos seus países de origem com todas as garantias para eles como para suas famílias.

A carta revendicative da CGT precisa o conjunto de condicões ao qual o regresso deve obdecer, o qual deve tambem tomar em consideração um certo numero de aspectos duma nova ordem económica e social.

O problema que se apresenta hoje não é o de saber quantos imigrados nos próximos dez anos, mas quantos desempregados en França. O trabalho dos imigrados, suas experiencias, o seu saber e arte sao tão uteis e necessários como o dos trabalhadores francêses para se poder construir uma politique de criação de empregos.

EM CONJUNTO !

É em conjunto que os trabalhadores francêses e imigrados, unidos pela mesma comunidade de interesses, devem lutar contre o desemprego, pelos salários, o poder de compra, o trabalho e a redução do tempo do mesmo a 35 horas sem baixa de salário, a formação profissional. É esta a solução. É em conjunto que nos a alcançare-mos.

Dispositivo adoptado pelo governo francês para facilitar a reinserção dos trabalhadores estrangeiros nos seus países de origem

As ajudas que podem ser atribuidas se compoem de vários casos :

I. AJUDA PUBLICA A REINSERÇÃO

Trata-se da ajuda dada pelo governo francês.
« Office National de l'Immigration » assegura a gestão das diferentes operações ligadas a sua atribuição.

- aceitação prévia dos pedidos ;
- pagamento do total da ajuda estatal a reinserção.

Natureza	Modalidades de atribuição e total	Pagamento
Uma alocação destinada a cobrir parte ou total das despesas feitas pelo beneficiário para a sua reinserção.	20.000 F no **máximo** por beneficiário en fonção da natureza do projecto apresentado.	— uma vez regressado no seu país em moéda local — para a parte que serve á compra de material, despesas de formação em França pagamento e frança pelo director do ONI contra facturas.
Uma contribuição ás despesas de mudança do beneficiário e eventualmente da sua familia	**EUROPA - TURQUIA :** • 2.500 F por beneficiáro MÁXIMO • 1.000 F por 6.700 F conjuge • 800 F por filho menor. **AUTROS PAÍSES :** • 4.000 F por beneficiário • 2.000 F por conjuge • 1.000 F por filho menor, máximo 10.000 F	EM FRANÇA antes da saída
O pagamento das despesas de viágem de regresso do beneficiário e eventualmente da sua familia.	**TRANSPORTE POR VIA AÉRIA EM LINHAS REGULARE : BOM DE TRANSPORTE.** A trocar por um bilhete, não transmissivel e invendavel dado ao beneficiário, conjuge e filhos menores. Calculado na base da tarifa mais barata, entre o aeroporto mai próximo do domicilio en França e mais próximo do país de origem. **AUTROS MEIOS DE TRANSPORTE :** Calculada nas mesmas bases da tarifa áeria para o beneficiário e seu conjuge unicamente.	EN FRANÇA antes da saida

Ela é coordenada com as ajudas da UNEDIC e do patrão que se somam.

II. O PAGAMENTO EM UMA SO' VEZ, DAS ALOCAÇÕES DE DESEMPREGO DA UNEDIC

Esta ajuda corresponde a 66 % dos direitos, não terminados. Ás indminisações ás quais o beneficiário teria direito se ele tivesse ficado em França, e calculadas a partir do dia da sua partida.

III. A PARTICIPAÇÃO FINANCEIRA DA EMPRESA

Junta-se as indminisações, conformes ao direito social francês, que a empresa deve dar aos trabalhadores involuntáriamente privados de emprego.

Os trabalhadores podem beneficiar duma ajuda financeira do seu patrão, cuja soma e modalidades de atribução sao fixadas na convenção assinada com o ONI.

OUTRAS FACILIDADES, TAIS QUE VANTAGENS FISCAIS E DE ALFANDEGA, PODEM SER DADAS.

Principalmente para a importação da automóveis ou material de equipamento.

Estas disposições são especificas para cada país de origem.

Source : Bulletin ONI du 21 mai 1984.

OBSERVAÇÕES E REPAROS DA C.G.T.

Para além do enunciado das suas posições de pricipio defendidos pela CGT, ela sublinha um certo numero de questões que permitam uma defesa séria, e pontual, dos direitos e interêsses dos trabalhadores imigrados que desejam poder regressar aos seus países de origem.

O Secretariado Nacional da mão-obra Imigrada da CGT, foi recebido no dia 19 de Junho de 1984 pela senhora Secretária de estado, encarregada da Família, da População et dos Trabalhadores Imigrados. Ele apresentou-lhe e comentou as seguites observações e reparos.

1. Pourque razão, se bem que, o despacho 24-198 de 21 de Março de 1984 e o decreto-lei 24310 de 27 de Abril de 1984, previssem expressamente o regresso voluntário nos seus país de origem dos trabalhadores imigrados despadidos ; o campo de aplicação foi estendido, por intermédio da convenção UNEDIC de 27 de Maio de 1984, aos trabalhadores imigrantes « **DEMITIDOS** » no quadro de uma convenção entre o empreiteiro e o Estado ?

2. Qual é o montante prévio do financiamento do Estado e a partir de qual linha de crédito do orçamento ?

3. Quantos trabalhadores involuntariamente no desemprego e membros das suas familias, que desejam regressar aos seus países de origem, poderão beneficiar das diferentes formas de ajuda ?

4. Uma vez nos seus países, qual tipo de reinstalação sera possivel, que responda ao mesmo tempo ás aspirações dos trabalhadores desempregados e ás necessídades dos seus países e da cooperação ?

O Estado (ONI) passara convenção-reinstalação com os empreiteiros ou as organisações patronais ?

Qual sera o seu conteúdo, de que natureza, em que condições de aplicação, qual é a possibilidade de intervenção prévia das organisações sindicais dos trabalhadores ?

5. Quais sõ os países de origem interessados com quais o governo francês começou a negociar ?

a. Qual foi a convenção proposta ?

Trata-se de reconverção indeviduais, artisanais ou comerciais, em relação com os países de origem ?

b. Quais foram os paises que aceitaram ?

6. A circular tomada em aplicacção do artigo 3 do decreto-lei N° 84310 do 27 de Abril de 1984 prevê, no seu artigo 3, a possibilidade « de uma formação professional em relação com o projecto de reinstalação nos seus países - sob a reserva do acordo do Secretariado de Estado Encarregada da Família, da População et dos Trabalhadores Imigrados »

Quais são as possibilidades reais e sérias de formação professional, antes do regresso ; para o êxito deste, com 20.000 francos no máximo de ajuda estatal ?

7. No quadro dos acordos com os países de origem foram previstas as questões relativas :

a. Á habitação do trabalhador desempregado em França que deseja poder regressar ao seu país.

b. Á integração escolar durante o ano escolar, das crianças, nos países de origem.

c. Á cobertura de segurança social para o trabalhador e os membros da sua família.

— No que diz respeito á doença, mternidade, invalidês. As convenções e acordos bilaterais de segurança social são sem efeito. Quando os interessados perdem a qualidade de beneficiários. Se sera o caso para todos aqueles que não encontrarão um emprego no seu país.

d. Sera que foi prevista uma visita medical antes da partida. Como quando os imigrados pedem a carta de residencia priviligiada (ou de naturalisação). Pois são obrigatoriamente submetidos a um exame

serologico, pulmonar e de clínica geral.

No nosso ponto de vista, a mesma lógica, déve ser aplicada no regresso voluntário ao seu (á carga do Estado ou do Patrão e não á do trabalhador).

Uma tal disposição permetìria de obter as garantias necessárias ao reconhecimento eventual dos seus direitos. Em matéria de invalidês, agravação do acidente de trabalho principalmente.

e. Em matéria de direitos á pensão de reforma.

— Quais são as disposições tomadas para se poder proceder á reconstitução la carreira, tanto no regime geral de segurança social como da reforma complementar ?

— Quais serão as informações difundidas (na lingua do interassado) Para fazer valer depois e com sucesso os seus direitos a pensão da segurança social, à reforma complementar, assim como as eventuais reversões.

f. Os candidatos á ajuda pública á reinstalação, após aceitação do seu dossier, serão dotados duma autorisação provisória de estadia com validez até á saída de França ?

As caixas de prestações familiares, que aplicam as instruções ministeriais (1983), são autorisadas a recusar o pagamento de prestações familiares ás pessoas que possedem que autorisações provisórias de estadia ? Qual sera neste a situação dos interessados ?

Nenhuma disposição parèce não ter sido prevista quando o interessado renúncia ao seu projecto de reinserção indevidual. A possibilidade reconhecida, de certa meneira, aos « consumidores » (prazo de reflexão), aquando da assinatura de um contrato, não foi prevista para os trabalhadores imigrados neste processo. Ora este empenha o seu futuro.

DECLARAÇÃO DE Oswald CALVETTI, en nome da delegação CGT, á saída das negociações sobre a « ajuda ao regresso » dos trabalhadores imigrados indminizados pelo desemprego.

A CGT não assinará a convenção proposta pelo CNPF e a CG/PME. Relacionada esta com o subsidio convensional dado pelo desemprego e atribuido aos trabalhadores imigrados que deixam a França para regressarem aos paises de origem.

Os motivos são os seguintes :

1. O despacho e o decreto-lei previam expressamente que a ajuda ao regresso era reservada aos trabalhadores estrangeiros despedidos, voluntários a se reinstalarem nos seus paises. A convenção alarga o benefício desta disposição aos trabalhadores imigrados que dêm a sua demissão dos seus empregos.

Esta estenção, decidida por um texto contratual de alcance general é parigosa. Ela conduz a abusos, ás pressões patronais em direcção dos imigrados para os incitar a dimitir-se. Ela permetirá ás empresas de não ser em obrigadas a consultar os delegados sindicais do pessoal.

Ao estender o beneficio da « ajuda ao regresso » aos demitidos, esta convenção contém o risco de opor os trabalhadores entre eles. E assim alimentar as campanhas contra os trabalhadores imigrados.

Esta entenção é pois em contradição com a noção DA LIBRE ESCOLHA dos interessados, que para a CGT, é o fundamental.

2. O texto contratual fixa a taxa do subsidio aos 2/3 dos direitos ganhos pelos interessados quando estão no desemprego. Ésta disposição é insufiente e descriminatória.

O trabalhador que aceitara este sistema, recevera um subsidio muito inferior aos direitos quel ganhou. Ainda por Sima, este subs'dio tera um carácter de um « solde de tout compte ».

Na realidade, o trabalhador imigrado que esta interessado pela ajuda ao regresso, abandona uma grande quantidade de direitos.

Os que dizem respeito ao desemprego, mas igualmente os de solidariédade, assim como os de segurança social, reforma, formação profissional.

É a ração pela qual a C.G.T. pedia que ajuda convencional, dada pelo desemprego, fosse a mais próxima possivel da totalidade dos direitos adquiridos.

O que esta previsto na convenção não acata esta exigencia.

3. Os sistemas, públicos e contratuais, definidos para a atribuição da ajuda ao regresso, não prevê a intervenção das organisações sindicais. Basta um acordo entre a empresa e o estado.

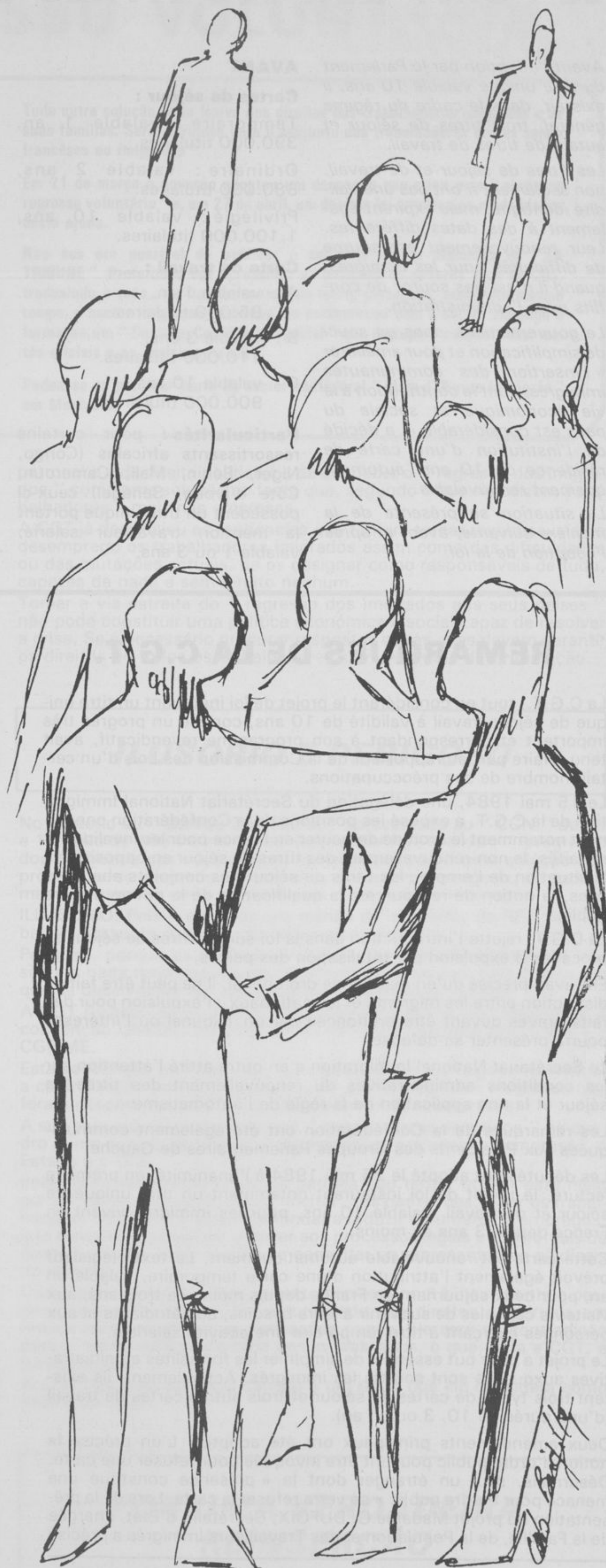
Este sistema é inaceitavel quando nesta altura nóvos direitos foram criados para os trabalhadores.

—o—

A CGT estava préste a concluir um acordo complementar á ajuda pública ao regresso. Assegurando aos trabalhadores estrangeiros despedidos, desejando regressar aos seus paises de origem, as condições lhes permitindo de escolher librement. De conservarem o essencial dos direitos adquiridos em França como seu trabalho e suas cotisações.

A convenção assinada ésta tarde, entre o patronato e certas organisações sindicais, não respeita estas condições imperativas. Eis porque razão a CGT não caucionara um texto quela considera como mau e parogoso.

Montreuil, 14 de Maio de 1984.



LE POINT SUR LES TITRES DE SÉJOUR ET DE TRAVAIL

Avant l'adoption par le Parlement du titre unique valable 10 ans, il existait, dans le cadre du régime général, trois titres de séjour et autant de titres de travail.

Les titres de séjour et de travail, non seulement n'ont pas une validité identique, mais expirent également à des dates différentes. Leur renouvellement est source de difficultés pour les immigrés, quand il n'est pas source de conflits avec l'administration.

Le gouvernement, dans un souci de simplification et pour améliorer « l'insertion des communautés immigrés, dont la contribution à la vie économique et sociale du pays est considérable », a décidé de l'institution d'une carte de résidence de 10 ans, automatiquement renouvelable.

La situation se présente de la manière suivante, avant et après l'adoption de la loi.

AVANT

Cartes de séjour :

Temporaire : valable 1 an, 390.000 titulaires.

Ordinaire : valable 2 ans, 880.000 titulaires.

Privilégié : valable 10 ans, 1.100.000 titulaires.

Carte de travail :

A : valable 1 an, 95.000 titulaires.

B : valable 3 ans, 110.000 titulaires.

C : valable 10 ans, 900.000 titulaires.

Particularités : pour certains ressortissants africains (Congo, Niger, Bénin, Mali, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal) ceux-ci possèdent un titre unique portant la mention travailleur salarié, valable 1 ou 3 ans.

APRÈS

« Carte de résident » :

Les immigrés (et les conjoints) de plus de seize ans seraient dotés d'une carte de résident valable 10 ans et renouvelable de plein droit à ceux :

— possédant un titre de séjour ou de travail de 3 à 10 ans (carte de séjour ordinaire ou privilégié -carte de travail « B » ou « C » ;

— au conjoint « étranger » d'un ressortissant français ;

— à l'enfant « étranger » d'un ressortissant français, s'il a moins de 21 ans ou s'il est à charge de ses parents, ainsi qu'aux ascendants d'un tel ressortissant, si ceux-ci sont à sa charge ;

— à l'immigré qui est père ou mère d'un enfant français (à moins d'une déchéance définitive de l'autorité parentale) ;

— au travailleur immigré titulaire d'une rente « accident de travail » française et dont le taux IPP est égal ou supérieur à 20 % ;

— au conjoint et aux enfants mineurs de 18 ans d'un immigré titulaire de la carte de résident qui sont entrés en France au titre du regroupement familial et ont été admis au séjour ;

— à ceux qui ont obtenu le statut de réfugié politique (carte OFPRA) ;

— aux apatrides justifiant de trois années de résidence en France.

La carte de résident temporaire :

Cette carte, dont la validité ne peut excéder 1 an est délivrée :

— à ceux qui ne peuvent (actuellement) obtenir la carte de résident de 10 ans ;

— aux étudiants, visiteurs de plus de trois mois, stagiaires, aides familiaux, les « étrangers en séjour temporaire »... Elle comporte selon les cas la possibilité ou non d'exercer une activité salariée.

Selon la loi, après un séjour stable d'au moins trois ans, le titulaire de la carte temporaire (assortie d'une autorisation d'exercer une activité salariée) pourrait demander et ensuite éventuellement accéder à la carte de résident de 10 ans.

REMARQUES DE LA C.G.T.

La C.G.T., tout en considérant le projet de loi instituant un titre unique de séjour-travail à validité de 10 ans, comme un progrès très important et correspondant à son programme revendicatif, avait tenu à faire part au rapporteur de la Commission des Lois d'un certain nombre de ses préoccupations.

Le 15 mai 1984, une délégation du Secrétariat National Immigration de la C.G.T. a exposé les positions de la Confédération concernant notamment le droit de demeurer en France pour les invalides et retraités, le non-renouvellement des titres de séjour en opposition à la situation de l'emploi, les titres de séjour des conjoints abandonnées, la notion de ressources, la qualification de la notion d'ordre public.

La C.G.T. rejette l'introduction dans la loi sur les titres de séjour de procédés d'expulsion par totalisation des peines.

Elle avait précisé qu'en matière de droit pénal, il ne peut être fait de distinction entre les migrants et les nationaux ; l'expulsion pour des faits graves devant être prononcée par un Tribunal où l'intéressé pourra présenter sa défense.

Le Secrétariat National Immigration a en outre attiré l'attention sur les conditions administratives du renouvellement des titres de séjour et la non application de la règle de l'automatisme.

Les remarques de la Confédération ont été également communiquées aux Présidents des Groupes Parlementaires de Gauche.

Les députés ont adopté le 25 mai 1984 à l'unanimité, en première lecture, le projet de loi instaurant notamment un titre unique de séjour et de travail, valable 10 ans, pour les immigrés vivant en France depuis 3 ans au moins.

Cette carte est renouvelable automatiquement. Le texte législatif prévoit également l'attribution d'une carte temporaire, valable un an, pour ceux séjournant en France depuis moins de trois ans, aux visiteurs capables de subvenir à leurs besoins, aux étudiants et aux personnes exerçant à titre temporaire une activité salariale.

Le projet a pour but essentiel de simplifier les formalités administratives auxquelles sont soumis les immigrés. Actuellement, ils existent trois types de cartes de séjour et trois autres cartes de travail (d'une durée de 10, 3 ou un an).

Deux amendements principaux ont été adoptés. L'un précise la notion d'ordre public pouvant être invoquée pour refuser une carte. Désormais, seul un étranger dont la « présence constitue une menace pour l'ordre public » se verra refuser la carte. Lors de la présentation du projet Madame G. DUFOIX, Secrétaire d'Etat, chargée de la Famille, de la Population et des Travailleurs Immigrés a précisé que cette définition exclut « toute appréciation d'ordre économique ou sociale ».

Le texte initial prévoyait que tout étranger ayant subi des peines d'emprisonnement dont le total était égal à un an serait expulsé. Un amendement a précisé que cette expulsion ne pourrait avoir lieu que si ces peines ont été prononcées lors des cinq dernières années.

« Cette réforme est un maillon indispensable à la politique d'insertion qui est un impératif social, économique et humain », a enfin souligné Madame G. DUFOIX. Le rapporteur de la commission des lois a estimé que « Si la suspension de l'immigration est maintenue en raison de la situation de l'emploi (...), il convient parallèlement de donner sécurité et stabilité aux communautés immigrées installées en France ».

LA TRIBUNE

à la Fête de l'Huma

stand de la V.O.

Bulletin d'abonnement individuel à « La Tribune »

Nom .... Prénom ....

Adresse ....

Ville .... Code postal ....

désire recevoir un abonnement à « La Tribune ».

Ci-joint le règlement de 15 F correspondant à l'abonnement.

Retourner ce bulletin à : M.O.I.-INFORMATION cgt
263, rue de Paris - 93516 MONTREUIL
Cedex



Tribune n° 122 - Juillet 1984 - Imprimerie Lensoise, 62300 LENS - N° C.P. 1975 D 73 - Directeur de publication : Jean BELLANGER - Secrétaire de rédaction et maquettes : Brigitte GUNALP - Rédaction, Administration : 263, rue de Paris, 93516 MONTREUIL - Cedex, Tél. 851.80.00 - Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.